

“Les droits humains ne valent rien s'ils ne sont pas des droits pour tous”

- Rome veut encore muscler sa politique contre les ONG présentes en Méditerranée.
- L'équipage du navire “Juventa” va être accusé d'aide à l'immigration illégale.
- Le capitaine Pia Klemp en fait partie. Elle fut aussi aux commandes du “Sea-Watch 3”

La criminalisation des ONG continue

Dimanche, cela fera dix jours que plus aucun navire humanitaire ne sillonne la Méditerranée pour secourir des migrants, l'un des derniers à avoir pu mener une telle mission, le *Sea Watch 3*, étant toujours bloqué à Catane, en Italie. Un vide qui risque de coûter cher en termes de vies humaines et que les défenseurs des droits de l'homme imputent à la criminalisation des ONG présentes en mer, poursuivies par l'Italie depuis presque deux ans, avec la bénédiction de l'Union européenne. Le navire *Juventa*, affrété par l'ONG allemande Jugend Rettet, fut le premier à être saisi par les autorités italiennes le 2 août 2017, marquant le début de la pénalisation de l'aide humanitaire dans un pays qui a décidé de limiter coûte que coûte les arrivées des personnes fuyant la guerre ou la misère via la Libye.

Depuis, l'Italie n'en démord pas: cette année, dix membres de l'équipage du *Juventa* y seront mis en accusation, pour avoir prétendument aidé et encouragé l'immigration clandestine.

L'investigation autour des activités du navire de Jugend Rettet a démarré fin 2016. Selon Ambrogio Cartosio, le procureur de Trapani en Sicile, les membres de l'équipage sont “*soupçonnés d'avoir pris à bord, au moins à deux reprises, des migrants escortés par des trafiquants libyens et dont les vies n'étaient pas en danger*”. Les accusations concernent plus précisément trois opérations de sauvetage: la première le 10 septembre 2016, les deuxième et troisième le 18 juin 2017. L'ordre de saisie du navire indiquait en 2017 que, dans ces trois cas, l'ONG se serait arrangée avec les passeurs pour récupérer des migrants, avant de leur rendre les embarcations vides pour les réutiliser pour

d'autres passages.

Vingt ans de prison

“Nous n'avons jamais travaillé avec les trafiquants et nous condamnons fermement leur business. Tout ce que nous avons fait entre juillet 2016 et août 2017 – la période visée par cette enquête – a été de porter secours à plus de 14 000 personnes en détresse en mer. Pour cela, nous risquons jusqu'à vingt ans de prison”, rétorquent les membres de l'équipage de *Iuventa*, qui ont créé le collectif *Solidarity at Sea* et qui collectent désormais des dons pour leur défense juridique, dont le coût est estimé à un demi-million d'euros.

Dans ce procès, qui pourrait durer entre trois et quatre ans, le travail du collectif *Forensic Architecture* pourrait constituer une arme précieuse pour la défense de l'ONG. Composé d'architectes, cartographes, ingénieurs, juristes ou encore réalisateurs,

ce groupe de recherche londonien a collecté des vidéos, des images, des métadonnées, des informations géographiques, météorologiques et océanographiques pour reconstituer, en 3D, les faits tels qu'ils se sont déroulés lors des opérations concernées par l'investigation, démontant les accusations italiennes. *“Les documents que nous avons examinés montrent davantage le professionnalisme et l'engagement du personnel de Iuventa à sauver des vies en mer”,* conclut *Forensic Architecture*, accusant Rome de *“décontextualiser des éléments factuels”*.

Le bras de fer entre les ONG et Rome risque donc de s'intensifier cette année. Fin janvier, le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini a indiqué qu'il rassemblait des preuves visant à poursuivre en justice l'équipage du bateau *Sea Watch 3*. Il a également déclaré travailler à une interdiction des eaux italiennes aux navires d'ONG secourant des migrants au large de la Libye.

M. U.

“Les passeurs se moquent toujours de savoir si les migrants survivent ou pas en mer”

Entretien Maria Udrescu

abouti à aucune avancée sur ce sujet.

Dès 2015, plusieurs ONG ont commencé à effectuer des sauvetages au large des côtes européennes, essayant ainsi de combler le vide laissé par la fin de l'opération *Mare nostrum*, menée par la marine militaire italienne entre 2013 et 2014. La trentaine et l'activisme dans la peau, Pia Klemp n'a pas hésité un instant à envoyer sa candidature en tant que capitaine. Ayant parcouru depuis plusieurs miles nautiques en Méditerranée, aux commandes du navire *Iuventa* de l'ONG allemande *Jugend Rettet* entre 2016 et 2017, ensuite sur le *Sea Watch 3* jusqu'en juin 2018, cette Allemande est désormais bloquée sur la terre ferme. En cause: son imminente mise en accusation, aux côtés de neuf autres membres de l'équipage du *Iuventa*, pour aide à l'immigration illégale en Italie. *“Nous risquons d'être mis en détention provisoire si nous sauvons encore une seule vie”,* explique Pia Klemp. Invitée cette semaine au Parlement européen à Bruxelles, elle dénonce la manière dont l'Europe gère ses frontières, en l'absence d'une politique cohérente migratoire. D'ailleurs, la réunion des ministres de l'Intérieur de l'UE de jeudi dernier n'a

Comment expliquez-vous les nombreuses accusations qui visent des ONG en Italie ?

Ce n'est qu'une conséquence du système concocté pour bloquer le travail mené par la société civile en Méditerranée, travail mené d'ailleurs parce que les politiques européennes ont échoué. Personne ne veut qu'on sauve ces gens, encore moins qu'on les amène en Europe où ils peuvent effectivement user de leur droit de demander l'asile. Cette campagne de diffamation des ONG a atteint un stade critique puisque dix personnes seront mises en accusation. L'enjeu n'est pas notre situation personnelle, mais plutôt ce que cela signifie pour notre société, pour la société européenne qui célèbre les 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme et qui se targue d'être lauréate du prix Nobel de la paix. Qu'est-ce que cela signifie si des droits de l'homme ne sont plus que des droits des détenteurs de passeports européens? Si les droits de l'homme s'arrêtent aux frontières euro-

péennes?

Est-ce cet enjeu qui vous a poussée à participer à plusieurs missions de sauvetage en Méditerranée ?

Je ne peux pas imaginer une pire mort que la noyade. Aussi, j'estime que les droits de l'homme sont plus qu'un cadeau, ils sont une responsabilité. De plus, ce qui est en train de se passer n'est pas un désastre naturel, mais un désastre politique créé par des hommes. Cela vaut même pour les raisons qui poussent ces gens sur la route: la guerre, les discriminations. Même les désastres naturels sont parfois aujourd'hui des conséquences de la pêche et de l'agriculture agressives, des activités humaines, menées notamment par des sociétés riches, privilégiées, comme les nôtres.

Y a-t-il une expérience, de votre activité en tant que capitaine, qui vous a particulièrement marquée ?

Il y a une histoire que je n'aime pas raconter, mais qui démontre ce qu'il se passe au large des côtes européennes. Lors de l'une des missions de sauvetage auxquelles j'ai participé sur le navire *Sea Watch 3*, on a été appelés à venir au secours d'un bateau en détresse. Celui-ci a été intercepté par les soi-disant garde-côtes libyens avant qu'on arrive, ce qui a causé énormément de morts. D'abord parce qu'ils ont foncé directement dans cette embarcation surchargée, qui a donc commencé à se dégonfler. Les gens ont sauté dans l'eau, aucune veste de sauvetage ne leur a été donnée par les Libyens. Ils avaient peur, non seulement de se noyer, mais parce qu'ils ne voulaient pas être ramenés en Libye, ramenés à l'esclavage, la torture, le viol. Deux navires militaires européens, l'un français, l'autre italien, étaient également présents. Quarante personnes se sont retrouvées sur le bateau libyen, en étant frappées, menacées, et ont été ramenées en Libye, de nouveau, en violation totale de la Convention de Genève. Le tout sous le regard des Français et des Italiens qui n'ont rien fait pour s'y opposer. Beaucoup ont préféré se jeter à l'eau. Nous avons réussi à sauver 60 personnes sur notre bateau. Mais 40 autres personnes se sont noyées juste à côté de nous. Alors que les Italiens et les Français n'ont participé à aucun sauvetage. Sur notre bateau, il y avait un garçon de 2 ans et demi que nous n'avons pas réussi à ressusciter. Nous avons dû le mettre dans notre congélateur, puisque nous n'avions pas de morgue à bord. La mère du petit garçon se trouvait également sur notre navire, en vie, consciente du fait que son garçon se trouvait dans notre congélateur. Une autre femme qu'on a secouru a vu sa fille

de 6 ans se noyer à côté d'elle. Nous n'avons pas été dirigés directement vers un port sûr européen, donc nous avons erré en mer avec des gens traumatisés à bord, dont certains avaient perdu des proches soit aux mains des Libyens soit en mer. Voilà à quoi ressemble la politique des frontières européennes.

Beaucoup accusent les ONG d'inciter, rien que par leur présence, les gens à prendre la route de la Méditerranée. Ne pensez-vous pas que c'est un risque ?

Mare Nostrum était un programme gouvernemental mis en place parce qu'il y avait tellement de gens qui prenaient déjà la route de la Méditerranée. Quand l'UE a refusé de soutenir ce programme, l'Italie y a mis fin et les ONG ont pris le relais. Cela n'a donc rien à voir avec la raison pour laquelle ces gens prennent la mer. Ce n'est pas comme si des bateaux

avaient été placés en Méditerranée et que tout à coup les migrants se sont dits 'super, maintenant on peut y aller'. On parle de gens qui sont en fuite depuis deux ou trois ans, qui ne savent pas toujours ce qu'il se passe en Méditerranée. Tandis que les passeurs se moquent toujours de savoir si ces gens survivent ou pas.

Vous condamnez l'aide fournie par l'UE aux garde-côtes libyens. Mais l'UE vous répondra que laisser les gens fuir la Libye par la mer n'est pas non plus une solution...

Si nous prenons les droits humains, comme effectivement humains, et non pas réservés aux Européens, alors nous devons nous assurer que le droit à la vie, à demander l'asile sont accessibles à tous. Si l'UE n'offre pas des moyens légaux et sûrs à ces gens pour exercer ce droit, évidemment qu'ils vont prendre la route. Il y a des millions de gens qui fuient les guerres, la famine, les discriminations, les horreurs, et ce n'est pas parce que cela ne vous plaît pas qu'ils vont arrêter. J'espère que de plus en plus de gens vont réaliser qu'il ne s'agit pas d'un problème ponctuel, mais qui touche aux fondamentaux. Si nous ne nous assurons pas aujourd'hui que les droits de l'homme sont respectés et accessibles à tel et tel groupe de personnes, qui va s'élever pour moi quand ce seront mes droits qui seront bafoués? Les droits humains ne valent rien s'ils ne sont pas des droits pour tous.

*“Si l’UE n’offre pas
des moyens légaux
et sûrs à ces gens
pour exercer leur
droit de demander
l’asile, évidemment
qu’ils vont prendre
la route.”*

Pia Klemp

Ex-capitaine du “Sea Watch 3”
et du “Juventa”